



La lettre à
LULU



Qu'ils transpirassent sans que ça transparaisse

irrégulomadaire satirique N° 96, avril 2017

Les collèges
DÉJA
macronisés
L'ère du potache
petit patron **p. 3**

Privatisation de l'université nantaise

FRIC-FRAC À LA FAC

Ringarde, l'université publique. La fac à fric, grande ouverte aux industriels, en mode privé, voilà l'avenir immédiat. Et quand on veut un enseignement supérieur payant, on fait bien banquer l'entrée. Les frais de scolarité explosent. Les étudiants en sont pour leurs frais.

► page 2



Gondolier
Hyper bloqué
par les
grenouilles

L'expansionnisme de Leclerc rétamé en justice. Pour une fois, c'est pas le jeu de l'hyper gagne.

Au bord de la Brière, à Sainte-Anne-sur-Brivet, l'enseigne Leclerc engrange consciencieusement des profits pour plaider aujourd'hui que son bâtiment est obsolète, tellement pourrave qu'il mettrait en danger «la sécurité des clients et leur confort d'achat», selon son avocat au tribunal administratif. Parce que Leclerc l'a un peu joué bulldozer et s'est retrouvé traîné en justice. Sa demande d'autorisation de création d'un nouvel hyper a buté deux fois sur des refus officiels de la Commission nationale d'aménagement commercial pour «consommation excessive de foncier, développement du mitage de l'espace naturel et aménagement non harmonieux du territoire de l'agglomération». Mais aussi zone humide, espèces protégées. Impossible. Pour passer en force en saucissonnant les dossiers afin d'échapper à la loi pour la protection des zones humides, Leclerc implante donc une station essence et un *drive*, avec une simple déclaration de chantier, sans passer par cette pénible commission. L'environnement, on s'en tape. «Mis devant le fait accompli, le préfet de Loire-Atlantique régularise de façon bien complaisante ces travaux en donnant acte de la déclaration tardive des travaux sur les zones humides et en accordant à la société une dérogation à la protection des espèces», explique l'association Bretagne Vivante qui a porté l'affaire devant les juges avec France nature environnement. Leclerc s'est fait rétamé, condamné le 10 février 2017 pour des travaux illégaux par le tribunal d'instance de Saint-Naz. L'avocate de l'hyper a eu beau ironiser sur «quatre ou cinq espèces de grenouilles et quelques autres», le tribunal administratif de Nantes a annulé le 23 février la dérogation *a posteriori* du préfet. Sur son site perso, le big boss Michel-Edouard tartine sur «sa sensibilité naturelle à la protection de l'environnement», l'un des «engagements qui lui tiennent à cœur», spécialement «dans une région marquée par les marées noires». La proclamation du baratinier de tête de gondole n'est pas arrivée jusqu'en Brière. Les rainettes vertes, grenouilles agiles et tritons palmés ne savent pas lire. ■

* L'Écho de la Presqu'île, 3 février 2017.

La faculté du centralisme

L'université change profondément de configuration, juste pour capter un budget.

INCROYABLE: le concept de privatisation n'ayant pas été déposé, chacun peut s'en servir sans payer de royalties. Olivier Laboux ne s'en prive pas, le che-napan. Le président de l'université de Nantes la soumet au business et la libère de ses vieilles lunes, le discernement, le croisement de la connaissance et de l'esprit critique. L'avenir sera facapitaliste ou ne sera pas. Sont désormais mises en avant les formations prometteuses de *cash flow* et les grandes écoles, Audencia pépinière de managers, l'école centrale et celle des mines pour les ingénieurs, l'école de design pour se brancher sur les nouveaux objets à consommer. Le reste? De la gnognotte. Lettres, psycho, socio, histoire, même droit et économie version facultés.

Conquête des pôles

Tout a changé. La survie des universités se joue désormais via des appels à projets et les financements à la clef. La compétition est mondiale, il est impératif de jouer dans la cour des «pôles d'excellence» de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nantes associé au grand Ouest universitaire s'est déjà ratatiné trois fois de suite en candidatant pour un IDEX (Initiative d'excellence). En mai 2015, la candidature du regroupement des universités Bretagne & Pays de la Loire (alias Comue, Communauté d'universités et d'établissements) est recalée, même pas présélectionnée pour décrocher des fonds IDEX: 17,5 millions d'euros par an lui passent sous le nez. Motifs invoqués: conglomérat trop éclaté, de Brest au Mans, identité pas claire, «illisible et non repérable» à l'international.

Next plus ultra

Après l'échec du tir groupé, place à la chasse en solo en 2016: Rennes, Brest et Nantes candidatent aux fonds IDEX en changeant de catégorie, briguant un label I-Site (Initiative-Sciences-innovation-territoires-économie). Si ça marche, c'est pour dix ans. Brest et Rennes se rétamant, Nantes décroche un lot de consolation avec un projet très peu partagé nommé «Nantes excellence trajectory», alias Next, qui espère décrocher 370 millions d'euros. Pourtant déposé en mars 2016, le dossier reste top secret: même les vice-présidents de l'université n'ont pas pu le lire pour le voter, se contentant d'un vague thème: «industrie du futur et santé du futur». On imagine mal séduire Airbus et les grands labos pharmaceutiques avec un projet voué à l'artisanat de l'âge de pierre et la santé au crétacé...

La pari de l'écolecentralisme

Transmise au dernier moment aux administrateurs de l'université, une note confidentielle de sept pages plutôt floues dit que «L'université et l'école centrale de Nantes se fixent pour objectif de refonder d'ici à deux ans les liens université-école en refondant un nouveau modèle d'université à Nantes.» Deux refontes en une



même phrase, on sent qu'on va pas laisser la banque tranquille. Et si la nouvelle cartographie parle de quatre pôles, il n'y en aura qu'un d'important, le pôle «sciences et technologie», instauré en filiale de l'université, absorbant l'ancienne UFR de sciences et les IUT du cru en adoptant le nom «École centrale» histoire qu'on comprenne bien qui dirige l'attelage. Le nouveau machin sera doté d'un budget spécifique, d'une gestion indépendante, y compris pour la recherche, la valorisation et le transfert de technologie, argument décisif pour rallier les industriels à qui on fourguera les trouvailles, produits et services commercialisables. Le tout constitué en «établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel» à responsabilités et compétences élargies. La largeur n'est pas communiquée, mais les statuts doivent être bouclés en juin et déposés en janvier 2018, six mois avant les trois autres pôles, les filières préhistoriques et négligeables, santé, droit-

économie-gestion, sciences humaines. Mis au pied du mur, les syndicats (y compris les mieux disposés envers la direction), se sont opposés à cette feuille de route élaborée dans leur dos.

Stratégie de nain

Ce remaniement nommé «Nouvelle université de Nantes» a pour acronyme NUN. Ça se prononce «nain»? Inédit en France, ce remodelage universitaire se soumet donc à une opportunité stratégique: l'appel à projet exige une «gouvernance intégrée», alliance public-privé souple et restreinte, avec une présence très allégée de représentants du personnel. Un outil de travail avec les entreprises et capable d'assumer discrètement la sélection. L'université navigue donc à vue pour capter un financement. Mais s'il faut changer de statut pour se conformer au cahier des charges de chaque nouvel appel à projets, va falloir créer une bachelor de statuteur adaptatif en gouvernance postuniversitaire. ■

Milton Frithomme

Quatre fois plus cher

À Nantes, l'inscription à l'École centrale était de 830,10€. Mais à Paris, s'inscrire à Centrale coûtera plus de quatre fois plus cher* à la rentrée, grâce à une dérogation que le ministère verrait bien généralisée. Nantes candidate à la fac de province la plus chère du monde? ■

*L'école d'ingénieurs publique CentraleSupélec porte ses frais de scolarité à 3500 euros par an, *Le Monde*, 2 mars 2017



Tu me cherches?

Recherche publique trouve profits privés.

POUR une entreprise, c'est le top: faire faire sa recherche & développement par l'université via sa filiale de droit privé de valorisation, «Capacités», société par actions simplifiée: «Ses équipes d'ingénieurs-docteurs permettent aux entreprises, du grand groupe à la PME, d'externaliser leurs projets de R&D et de lever des verrous technologiques. En travaillant à leurs côtés à l'expression de leurs besoins, elles apportent des réponses sur-mesure pour accroître leur compétitivité.» Ingénierie

et innovation, BTP, robotique, composites, biotechnologies? La SAS Capacités puise dans les labos de recherche universitaires: compétences, brevets, process, tout le tintouin. Pour les entreprises, les coûts de recherche sont abaissés, les infrastructures étant déjà financées par les fonds publics. «Les boîtes utilisent les moyens de recherche publics pour leur R&D privée», résume une chercheuse cégétiste. Mais quoi, puvé, public, on va pas s'arrêter à ces détails mesquins. ■

Classée au hit panade

Classements mondiaux: l'université nantaise dans les choux.

CATÉGORIE gloriole profil bas. «Nous pouvons être fiers de consolider notre présence dans ce classement qui nous place pour la deuxième année consécutive parmi les 500 meilleurs établissements mondiaux». Président de l'université nantaise, Olivier Laboux a eu beau claironner en début d'année, ça sonne trompinette bouchée. Une des sélections mondiales*, le *Times Higher Education*, a bien retenu Nantes, mais en bas de tableau et sans détailler, entre 401° et 500°. Soit le dernier paquet de cent avant le néant. Loin derrière cinq sites parisiens et les facs de Marseille, Toulouse, Strasbourg, Montpellier, Lille... En se limitant à la France, le même *Times Higher Educa-*

tion classe Nantes 18°. Et, au sein d'un sous classement des grandes écoles tricolores selon l'emploi de ses diplômés, une seule nantaise, Audencia qui se place 35° sur 55, et se fait damer le pion par Troyes, Dijon et un passon d'autres.

Nantes est encore plus mal dans les autres palmarès de renom: sur 500 classés, le plus prestigieux *Shanghai ranking* a retenu 17 universités françaises mais pas Nantes, totalement recalée, ignorée, invisible. L'autre classement notable, le *QS World University Rankings* place Nantes en 701° position sur 900 nommées. Mais au hit parade des universités de Loire-Inférieure, Nantes est carrément number ouane. ■

Dézingue le public

L'école de design conquiert l'univers en s'universitant. Hein quoi?

Les frontières entre enseignement supérieur public et boîtes privées s'estompent. «Association inédite entre l'université de Nantes et l'école de design Nantes Atlantique», claironne un communiqué diffusé par les deux entités. Au menu: formations et projets de recherche communs, actions développement international «où la prégnance du modèle universitaire facilitera la lisibilité de ces actions», dit le communiqué. Pour pénétrer des marchés à l'étranger, renforcer ses petites antennes en Chine, en Inde et au Brésil, l'école de design a bien besoin du label université, son cheval de Troie pour vendre sa camelote.

Structure gérée par les patrons locaux via la Chambre de com-

merce, l'école du design (6 100 à 7 700 euros de frais de scolarité par an), manifeste un ravissement jargoné, considérant l'alliance avec l'Université comme «une opportunité formidable et un levier puissant pour le territoire et son rayonnement». Le terrain était déjà préparé, notamment via le Quartier de la création, Île de Nantes oblige: en 2018, l'école de design y déménage à côté des écoles d'archi et des beaux-arts et d'un pôle cultures numériques de l'université. Paraît que c'est un «écosystème» des industries créatives, nouveau credo de la croissance en temps de crise. La séparation de l'élitisme et de l'état de la fac publique n'est pas à l'ordre du jour. ■



Fourchette de prix

Se former, c'est investir. Les fauchés sont informés.

L'AVENIR est à la formation privée encouragée par la puissance publique. Peu importe qu'il existe des lycées hôteliers, institutions d'un autre temps accessibles sans ticket d'entrée passant par un gros chèque. Place aux instituts de prestige. Ainsi le groupe Vatel, qui forme des cadres en hostellerie et boustifaille de luxe, ouvre à Nantes en septembre 2018 son cinquième site en France. L'inscription n'est que de 350€, c'est cadeau, mais les frais de scolarité se montent à 9960€ les deux premières années, 10200€ la troisième. Mais on peut claquer plus: à Audencia, la filière générale fait banquer 12000€ l'an, le cursus ingénieur-manager grimpe à

17950€. À l'école de design, prix d'appel en première année à 6100€, les quatre saisons suivantes sont à 7700€. Idheo, école d'ostéopathie, fait banquer 8190€ par an, l'école de cinoche Cinécratis 6470€. L'Ensec fabrique des petits soldats du marketing et de la com à 5300€ l'année. Chez Isefac, les apprentis managers doivent lâcher 650€ en préinscription avant de casquer 5050€ par an pendant trois ans. Et pour la nouvelle implantation de l'université catholique de l'Ouest, le «système de frais de scolarité raisonné et modulé» suivant avis d'imposition varie de 3400 à 6100€. C'est plus chérot que le denier du culte. ■



Entrepris

Les potaches déjà macronisés

L'Éducation nationale se mue en boîte de dé-formation ultra libérale...

CADRÉ par le rectorat, le programme s'appelle «*Envie d'entreprendre, envie de créer*». Potaches en mode projet. Et tous entrepreneurs. En tous cas dans l'esprit, à défaut d'intégrer le CAC40 avant la fin de l'année scolaire. Apprendre à monter une boîte entre les cours de maths et l'heure de gym, c'est la dernière trouvaille de l'Éducation nationale publique. Transformer les collégiens et les lycéens en apprentis patrons. Et tant pis si l'écrasante majorité subira plutôt la précarité et ne sera jamais actionnaire de la moindre multinationale de proximité ou start-up fumeuse. Mais Macron le martèle déjà : «*Tous entrepreneurs !*» L'autre droite classique et les patrons aussi.

Pour «*Envie d'entreprendre, envie de créer*» il faut évidemment être le meilleur. Une ou plusieurs classes se collent à un projet sur un an ou deux. «*Ils conçoivent des prototypes et doivent ensuite les vendre pour en tirer des bénéfices et ils se rendent compte qu'une bonne idée n'est pas suffisante, ce qui les pousse à se dépasser*», vante un inspecteur d'académie. On y apprend les finasseries des ressources humaines et à intégrer l'uniforme des petits soldats de la guerre économique. Le tout est «*coaché*» par d'anciens patrons et cadres sup, la Banque populaire, ERDF et In Extenso, une boîte d'audit du groupe Deloitte, spécialisée en compta et fiscalité des entreprises. La fine fleur du capitalisme filandreur. L'accompagnement est assuré par des «*comités locaux éducation-économie*» (CLEE) qui suivent les équipes créant ces «*mini-entreprises*». Et voilà la «*culture entre-*



preneuriale» inculquée comme une valeur universelle. L'école forme à la compétition économique, à l'esprit de concurrence, au marketing, à la compétitivité et au management insufflés à des gamins qui pour la plupart en seront les victimes, comme cochons de consommateurs ou comme salariés. Mais au moins, ils auront un peu intégré les vertus de l'adhésion aux impératifs du compte de résultat et des actionnaires.

Réel, quel réel?

Pourtant, ce qui est présenté comme une approche pédagogique de la réalité relaie en fin de compte une illusion que confirme la réalité des statistiques : selon l'enquête insertion de la Conférence des grandes écoles, publiée en juin 2016, seuls 4 % des diplômés pourtant formatés pour le business ont créé leur boîte. Après écrémage donc : lycée, bac, biffetons versés pour le coût de la scolarité, etc. Depuis le collège et le bac que peu franchiront pour

aller en grande école, on voit que la création d'entreprise facile n'est qu'un mirage de politiciens décomplexés et de patrons bonimenteurs. À moins qu'on n'assimile les vélo-entrepreneurs trimardeurs-livreurs de boustiffaille corvéables à merci à la figure glamour de l'entrepreneur nageant en pleine *success story*.

À l'issue du concours, toutes les équipes sont conviées au palais de région pour une grande célébration de l'esprit d'entreprendre, avec trophées en plexi en prime : coups de cœur du jury, prix de la com', du développement dur dur. Des récompenses accordées par la banque, le cabinet d'audit, ou le CJD, Centre des jeunes dirigeants, qui mène aussi avec le Medef la semaine école-entreprise tous les automnes. Autrefois, l'école était censée apprendre l'esprit critique. Ringard, tout ça. Bientôt, on aura option concurrence libre et non faussée au bac, coefficient cinq. Et optimisation fiscale en maternelle. ■

Jaune Roquefauteur

Duplication Nantes, cité des DU

Chose promise, chose DU (alias diplôme universiterminator).

SELON une vieille idée, dans l'enseignement public, service public, les études supérieures, c'est gratuit. Ou presque. Depuis l'autonomie des universités, ce presque commence à flamber, et tend à facturer de plus en plus cher la prétendue gratositude. Si San Francisco et New-York font le chemin inverse en 2017 en rendant gratuit l'accès à leurs facs, en France, on charge les frais d'inscription.

Comme les autres, l'université nantaise moderne se soumet à la rentabilité et la logique marchande, les lois de l'offre et de la demande ont donc enfanté des DU, diplômes universitaires qui sont d'abord des produits virtuels. Aucune de ces formations ne démarre si elle n'a pas son minimum de candidats tarifés, payant parfois rubis sur l'ongle, comme ce DU en gemmologie où il faut cracher 5700€ pour être étudiant et apprendre en cinq semaines à distinguer les vrais diamants des vulgaires cailloux. La clientèle n'étant pas très locale, les cours sont donnés en anglais. Un peu moins cher que les pierres précieuses, le data mining : le DU «*data médias*» coûte 4600€, avec ristourne aux chômeurs à qui on ne palpe que 3500€.

Le site de l'université recense 84 DU dans le secteur sciences et santé, 13 en droit, économie et gestion, 9 en arts, lettres et langues. Aucun en sécurisation des promesses électorales, le secteur n'ayant apparemment pas de débouchés. Pour la musicothérapie, faut jouer des percus à en casser sa tirelire et en extirper 8100€, «*droits universitaires annuels inclus*». Sympa. L'acupuncture et la sexologie coûtent 900€ aux internes en médecine, le double aux toubibs déjà agréés voulant tâter des aiguilles, 3500€ aux médecins branchés sexe.

Pour l'hypnose, c'est pas cher : on se fait endormir pour 1250€, le double pour les chômeurs et les gens en formation continue. Le DU «*Religion et athéisme en contexte de laïcité*» délestera les candidats individuels de 2250€. Prière de payer cash. Pour le diplôme «*Maintien et soins à domicile*», mieux vaut rester chez soi si on n'a pas de pièces jaunes pour faire l'appoint : le droit d'entrée est de 1652,10€ en formation continue, 1261,10€ pour les déjà étudiants. On n'a rien sans rien. Ou le contraire. ■

Centrale, à poil !

À l'École centrale, les valeurs prônées sont «*ouverture, courage, éthique*». On repassera. À la rentrée en septembre dernier, le week-end d'intégration, remake poli du bizutage, a lamentablement franchi la ligne jaune. Étudiants s'exhibant à poil dans un car, alcool à gogo, au moins. Quelques mois plus tard, trois étudiants sont sanctionnés : un an d'exclusion, deux ans, perpète. Motifs : incitation à la consommation d'alcool, «*atteinte à l'intégrité morale des élèves ingénieurs*», exhib sexuelle, «*actes dégradants et humiliants*». L'école

aurait donc bien réagi. Voire. Les sanctions ont été prononcées en catimini, sans la moindre présentation publique. Affichage discret dans l'établissement, aussitôt recouvert. Aucune communication aux élèves à qui on préfère vanter le nouveau logo ou la refonte du site internet. Ce qu'un collectif *Stopbizutage ECN* qualifie d'«*omerta bienveillante*». Et la victime n'a pas été protégée des rumeurs qui la disaient cinglée, processus malheureusement classique pour salir la victime et dédouaner les auteurs. École centrale, silence central. ■

BIZUTS, VOICI DES AUTOCOOLLANTS DE L'ÉCOLE



Rayclid

Tagadac tagadac

● Aérocarbone

Vérité au delà des Alpes... Un tribunal fédéral autrichien a bloqué l'expansion de l'aéroport international de Vienne (*The Guardian*, 08/03). Motif : une nouvelle piste, c'est plus de CO₂. Incompatible avec les engagements du pays contre le réchauffement climatique. Mais la France, qui a déjà su arrêter le nuage de Tchernobyl à la frontière, saura repousser le CO₂ d'un nouvel aéroport chez les voisins. ■

● Du sable plein les murs

Le palace de L'Hermitage a rouvert en avril à La Baule. Nouvelle déco dans les piaules (on dit «*chambres*») avec «*un jeu de délavé sur les tentures murales comme l'océan qui se retire et laisse le sable sécher*» (www.deplacementspros.com, 01/03). Cette inlassable impression de bac à sable trempé d'onde marine est offert, en promo, à partir de 249€ la nuit. Les chambres prestige, c'est «*à partir de 420€*», toujours la nuit. Le jour doit être offert. Bon plan : réservez une turne pour pas une thune, entre midi et deux. ■

● Demi-tour

Une voiture de police fait 20km à contresens sur le périph (*Ouest-France*, 19/03). Prétexte invoqué : courser une autre voiture qui contresensait devant, effectuant un demi-tour du périph sans faire demi-tour. Mais que fait la police du bon sens ? ■

● Carbonisation

Rubrique pénitence, hashtag carême, volet croyance : «*Se couvrir de cendres, c'est effectivement reconnaître sa faiblesse, manifester son regret du péché*.» (*Ouest-France*, 01/03). Exemple : François Fillon attend d'être complètement carbonisé pour s'enduire de ses propres cendres. ■

Process verbal

Péter dans l'en soi

Attention, la lecture de ce qui suit peut prendre la tête. Avis aux imprévoyants qui n'ont pas de caboche de rechange, mieux vaut s'abstenir de prendre connaissance de ce texte. Pour ceux qui sont restés accrochés, désolé pour ce jargon bureaucratique qui réussit l'exploit d'être aussi lourdingue que creux. D'abord le principe municipal nantais édicté début 2015 : «*La participation comme pratique de démocratie constitue donc un champ d'innovation en soi.*» En soi, mais pas vraiment : deux ans après, un appel d'offres cherche une boîte capable de «*repérer les process et logiques d'innovation et d'expérimentation*». Ce repérage s'intègre à une mission d'études qui «*doit permettre de soutenir l'organisation et/ou la coordination d'une ingénierie du dialogue citoyen dans la fabrique de la ville*». Ça a surtout l'air de fabriquer des évaluations d'évaluations. ■

* Rapport «*Dialogue citoyen & co-construction. Vers une nouvelle gouvernance*», 23 pages, janvier 2015.

Dircomique

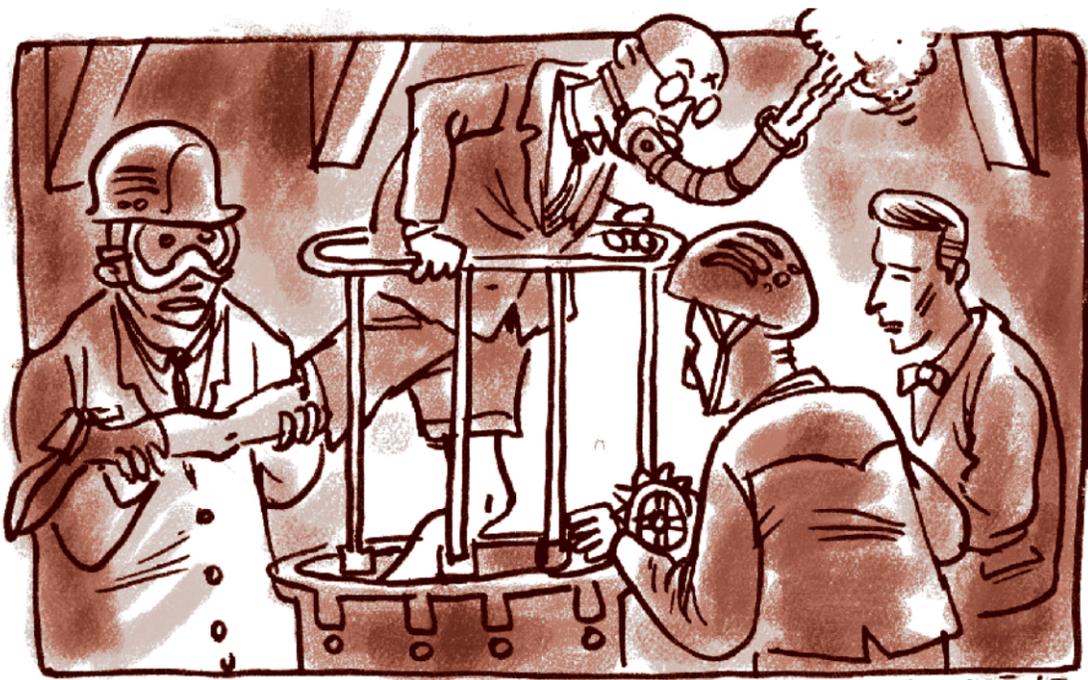
Et la sincérité surgit

Un service com change de nom et le reste du monde en est encore pantelant. La nouvelle «*direction générale à l'information et à la relation au citoyen*» va, selon le nouveau dircom Xavier Crouan, «*refonder la relation aux citoyens/usagers/habitants*», avec «*un changement de posture : la communication descendante laisse place à une conversation*». On en conclut qu'avant*, c'était descendant voire condescendant. Le dircom insiste, crache sur le passé : «*Le*

terme "information" renvoie à la transparence, une nécessité. L'enjeu est d'instaurer une relation sincère avec le citoyen.» Ce qui met enfin un terme à des siècles d'opacité et de relation d'intox, dénuée de la moindre bonne foi. ■

* Le magazine, mensuel interne des agents de la ville de Nantes et *Nantes métro*, n°23, décembre 2016.

** Les archéologues situent la fondation du premier service com' municipal nantais au début des années 1980. Soit 35 ans de mensonge.



LA NOUVELLE GOUVERNANCE DE PLACE AU VÉLO TESTANT UNE STRATÉGIE D'APPROCHE INNOVANTE DE L'APPEL D'OFFRES DOUBLE BRAQUET

N'oubliez pas l'guidon

Place au vélo suce la roue de Nantes métro

Les cyclistes râleurs virent gentils porte-bagagistes.

CRÉÉE en 1991, l'association Place au vélo revendiquait le passage des cyclopedes sur le pont de Chevire qui vient d'ouvrir. De l'eau a coulé sous le pont. Place au vélo (PAV) pour les intimes, se positionne aujourd'hui sur des appels d'offres, avec la communauté urbaine comme client. On ne brise pas les chaînes de son donneur d'ordre.

«L'association est en train de devenir une sorte de satellite de Nantes métropole», dit Jean-Paul Berthelot, président pendant quatre ans, qui vient de démissionner. La nouvelle présidente, Annie-Claude Thiolat est plus conforme. Cadre de Nantes métropole récemment retraitée, elle oriente plus PAV vers la prestation et s'arrange bien avec son ancien patron devenu client. Pas le genre à dénoncer l'incurie de la collectivité.

Exemple récent: PAV a embarqué sur le porte-bagage d'un appel d'offres, joliment nommé «Assistance pour l'accompagnement, l'animation et la formation des

démarches de management de la mobilité impulsées par Nantes métropole». Ce fatras technocratique prévoit une «approche pro-active d'actions de management de la mobilité», des dispositifs, des publics cibles, «l'animation des réseaux de référents-relais des acteurs-cibles», des «livrables géocodés». Passons. Un volet y est dévolu au vélo [à relire à haute voix]. Pour animer ce module, il faut un détenteur du certificat de qualification professionnelle «éducateur mobilité vélo», créé il y a peu. Les trois sociétés candidates n'ont pas ça dans la manche. Local de l'étape, et disposant d'un tel diplômé, Place au vélo est sollicitée par les sociétés candidates. PAV ne dit oui qu'à une seule, qu'elle connaît, Indigo. Le marché est décroché par le concurrent, Transway, qui, faute de Place au vélo, s'est tourné vers un joker angevin, l'asso Via Nova. Mais Nantes métropole veut PAV et recule de quelques jours la date butoir de l'appel d'offre, l'été dernier, le temps que Transway puisse intégrer PAV, dont les

salariés ont dû fournir en toute urgence la paperasse requise, certificat fiscaux et documents officiels. Maire de Bouaye et vice-président de Nantes métro chargé des déplacements à vélo, Jacques Garreau dit à Lulu ne pas être au courant: «Celui-là, je ne l'ai pas suivi, mais normalement, on ne peut pas revenir sur une procédure d'attribution de marchés...» «Le délai supplémentaire, oui, peut-être, mais parce que Place au vélo n'a pas l'habitude de ce type de procédure. Il a fallu leur tirer l'oreille pour avoir les documents, précise Nicolas Tronchon, le patron de Transway. Notre offre a deux sous-traitants, Via Nova et Place au vélo, et le client fera son choix en fonction des prestations. Quant à une injonction du client public, on n'accepterait pas...». Il ajoute que rien n'oblige Place au vélo à courir ces appels d'offres. En changeant de braquet, l'asso va devoir changer de nom. «Place au marché», ça sonnerait mieux, non? ■

* maxi 400000€ HT sur la période des deux premières années, 250000€ pour chaque reconduction d'un an.

Municipalliatif

Liberté égalité précarité

Les municipaux bientôt classés espèce protégée.

LA privatisation des services publics peut se faire discretos, par petits bouts. Profitant de la longue fermeture pour travaux (depuis septembre 2011) du musée des beaux-arts, Johanna Rolland, qui prétend «inventer le musée du 21^e siècle» n'a rien inventé en faisant voter par le conseil communautaire l'externalisation des «prestations de gardiennage et de surveillance du bâtiment Musée d'Arts»*. Rien inventé puisque les récentes créations et réouvertures de musées ont fait tout pareil. En votant contre en interne, l'élue CGT a évoqué les mouvements de protestation de 2016 des personnels externalisés de nombreux musées, Centre Pompidou Metz, Mucem à Marseille, Musée des Confluences à Lyon. Paye plafonnée au Smic, heures sup non

payées, ces corvéables renâclent. Le service public sous-traité, c'est sans doute le prix à payer pour faire du musée «l'un des marqueurs d'attractivité essentiels pour une grande ville» selon son bla bla officiel. C'est très post contemporain, ces services publics confiés à des boîtes privées,

sous couvert de meilleure utilisation de l'argent public. Mais c'est comme les T shirts ou les godasses de sport, ne se focaliser que sur le prix, c'est fermer les yeux sur les conditions sociales. Ici la précarité, les paies de misère, les temps partiels subis. Mais à Nantes, ce serait différent, forcément, dans un musée inventant le futur immédiat... Autre démantèlement en cours, l'externalisation des agents qui vérifient la nuit que les lampadaires de l'éclairage public sont bien allumés. Idem pour le ménage du pôle maintenance et ateliers du département du bâti, qui supprime quatre postes d'agents d'entretien. Vivement le 22^e siècle. ■

* Qui a perdu un adjectif au passage. Terminé, le temps des «beaux»-arts. L'avenir est à l'art moche.



LATULULULU?

Noël en deuil

Ouest-France, 20 minutes, 20 décembre 2016

Un drame sans nom qui laisse sans voix s'est abattu sans pitié sur la féerie sans crier gare: le petit train touristique à roulettes, enguirlandé pour faire fête, n'est plus gratuit. Le quotidien rennais s'en émeut: «Coup de froid sur le petit train de Noël à Nantes». Jusqu'ici les commerçants affrétaient ce tortillard pendant les trois semaines de décembre. Restrictions. La présidente de

l'asso des boutiquiers du centre ville explique que c'est la faute aux «manifestations contre la loi Travail» qui leur «ont coûté beaucoup d'argent»*. Ils racontent ça pour nous faire marcher, ou quoi? ■

* Boutiquiers par ailleurs incapables de faire valoir un réel préjudice: lire «Des comptes à régler», Lulu n°94-95, décembre 2016 et page 8 «La ruine assurée va bien, merci».

Arrête ton char

Ouest-France, 18 février 2017

D'anciennes dauphines auprès des reines du carnaval de Pornic témoignent, évoquant le jumelage avec le carnaval de Linz en Allemagne où «ils ne jettent pas que des bonbons: des boudins, des éponges, des bouquets de fleurs, des bouteilles de schnaps... Les Allemands sont très avenants.» Paraît que le boudin, en pleine poire, c'est excellent pour la peau du visage. ■

Au charbon!

L'Éclaireur de Châteaubriant, 29 janvier 2017

À La Grigonnais, incendie chez Carbo Atlantic. Cent tonnes de charbon de bois brûlent toute la nuit mais ouf, «pas de blessé». On déplore cependant des milliers de chipolatas carbonisées d'un seul côté dans un rayon de dix kilomètres. ■

Goupillonnade

Ouest-France, 10 janvier 2017

Quand il ouvre la cérémonie des vœux, le maire de Châteaubriant Alain Hunault salue «les présidents d'associations» et «les représentants de la presse», sans oublier «Monsieur le curé». Même pas un sous-évêque ou un aspirant dalaï lama stagiaire aux vœux. C'est d'un minable. ■

Ringard, l'employé

Mediaweb, 10 février 2017

Réunis chez Manitou à Ancenis, 200 patrons se font servir la soupe de l'«industrie du futur». Argumentaire: «La France accuse un retard en terme de modernité de son industrie [et] a 6,5 fois moins de robots qu'en Allemagne, et 81 fois moins qu'en Chine d'après l'International Federation of Robots». Automatiquement, le collectif unifié des cyber machines en lutte proteste. ■

Fondu déchaîné

www.rtl.fr, 27 décembre 2016

Dépourvu du moindre croûton enfromagé qui l'aurait protégé de son incivilité agressive, un pic à fondue qui se promenait au bout d'une main vint à frôler intempestivement le cou en chair et os d'une dame attendant son ascenseur. C'était Noël. La jeune femme a sacrifié son portefeuille

et cent euros. Et le Nantais porteur de pic s'est fondu dans la nuit. Pour illustrer ce faits divers confondant, le site de la radio a produit une photo de poêlons à fondue, rouges avec la croix blanche helvétique. Qui a dit que l'illustration suisse était neutre? ■

Égout frappeur

L'Éclaireur de Châteaubriant, 5 janvier 2017

Mille euros d'amende et deux mois ferme pour cinq vitres (cher payé). À coups de plaque d'égout (original!), un pizzaiolo (mozzarella, capriccioso?) a explosé (répréhensible...) cinq vitres (manque une) de la bagnole de celui qui lui a succédé (aléa de l'amour) auprès de la mère de ses deux enfants (aléa de la procréation). ■

Lapins bouffe-bretelles

Le Télégramme, 11 février 2017

«Chaussée dégradée, grands vides sous la bande d'arrêt d'urgence». On a frisé le glissement de terrain. À Trignac, la direction interdépartementale des routes a dû réparer en urgence les remblais d'une bretelle d'échangeur perforée par des dizaines de terriers de lapins. Convoqués pour s'expliquer sur cette manie bretellophage, les salopards de troueurs de route ont posé un lapin. ■

Grimpette bien balancée

L'Éclaireur de Châteaubriant, 27 janvier 2017

Les 354 habitants de Juigné-les-Moutiers sont bien contents. 2016 a amené un parking à l'entrée du bourg et une aire de jeux. Et même que «le député Yves Daniel a participé au financement des jeux comme la balançoire ou le cadre à grimper». Qui a dit: on s'en balance? ■

Mise en garde

20 minutes, 13 janvier 2017

Une affaire d'importance: un individu placé en garde à vue pour vol de feutres dans une boutique, le lendemain pour des tables renversées et quelques insultes à la terrasse d'un café. Police! Deux fois en cellule. «Tentait-il de battre un record?» s'interroge avec pertinence le journal. C'est vrai, le gardé à vue moyen n'émarge aux statistiques qu'une fois en 24 heures: c'est donc le record. Celui-là a doublé la mise. Bravo. ■

L'arbre qui cache le paradis fiscal

Les hérons sont fatigués, mais le business s'est trouvé un jouet pour ses manigances fiscales.

NANTES métropole a un plan de reforestation urbaine et compte bien en faire un «démonstrateur du territoire» vantant son sens inné des affaires. Pour le futur Arbre aux hérons, monumental attrape-touristes prévu dans la carrière Miséry dans le Bas-Chantenay, la bourgmestresse Johanna Rolland ne ménage pas sa peine afin de convaincre les boss de mettre la main au porte-monnaie de leur boîte. Ils sont censés cracher un tiers du financement pour un projet estimé, pour l'instant, à 35 millions d'euros, soit l'équivalent de 2,5 groupes scolaires Aimé-Césaire. C'est ainsi que la belle alliance populaire se transforme en la belle entente capitalistique, union sacrée main dans la main avec les patrons du Medef et ceux de la CCI. Et de Vinci, mécène intéressé de l'arbre aux ziozios. Forcément cocréateur dans l'âme, ce cocollectif de copartenaires cofinanceurs et des «réseaux du manufacturing nantais» co-crée donc un «fonds de dotation». Kezaco? Oh rien, juste un outil de défiscalisation créé en 2008 sous Sarkozy auquel s'étaient alors opposés les socialistes. «Un véritable paradis fiscal pour la philanthropie», écrit Étienne Rocher, avocat spécialiste en «corporate, droit des sociétés et fusions-acquisitions» au cabinet d'affaires Granrut. Rien d'un tendre idéaliste donc. Avisé, le gusse enfonce le clou:



«C'est en effet une véritable niche fiscale: le traitement fiscal du fonds est inégalé en Europe pour des véhicules à finalités similaires.» Une entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt correspondant à 60% du don dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires. Exemple, le supermarché Tartempion de l'Éraudière «parraine» d'un chèque de 50000€ l'une des 22 branches devant composer l'attraction foraine: il pourra en théorie déduire 30000€ de ses impôts. Reste un petit détail juridique: le fonds doit servir une mission supposée d'intérêt public. Pas de problème. Obstacle levé par la délibération du conseil métropolitain votée le 10 février: «Cet outil, dont l'objectif est notamment de financer des actions d'intérêt général concourant à la réalisation du projet Arbre aux hérons, permettra de mobiliser et d'impliquer concrètement les acteurs du territoire.» Puisqu'on vous le dit! Cette affir-

mation résistera-t-elle aussi au test du partage des recettes? Car on peut supposer que l'arbre reproduira le dispositif de rémunération de ses concepteurs, François Delarozière et Pierre Oréface, intéressés à son exploitation, comme c'est déjà le cas pour l'Éléphant, la galerie des Machines et la boutique. Jusqu'en 2025 leurs royalties* sont fixées à «0,5% du chiffre d'affaires de la billetterie, assorti de conditions de déclenchement et de plafonnement, et 3% du chiffre d'affaires de la boutique»**. Une nouvelle délégation de service public suffira-t-elle pour parfaire le tour de passe-passe? Assumer un Luna park antichambre des paradis fiscaux, ça irait pourtant dans l'attractivité. Optimiseurs fiscaux de tout poils, les hérons vous ouvrent leur nid. ■

Pierre-François Delarozière

* La Tribune, 3 septembre 2014.

** Conseil de Nantes métropole, 25 juin 2010.

L'arbre qui n'embrasse pas

Accroche toi aux branches, j'enlève la falaise.

«Pour que demain on dise: à Paris y'a la Tour Eiffel, à Nantes y'a l'Arbre aux hérons» a péroré Yann Trichard, nouveau président de la CCI et administrateur du Medef 44. Cette formule à la noix, on n'a pas fini de l'entendre. Comme «Nantes la belle endormie» qu'Ayrault aurait paraît-il réveillée. Une drôle de tour Eiffel en tout cas, engoncée dans un trou de la falaise. La carrière de Miséry, dont ont été extraits les pavés de la ville du xv^e au xix^e, a creusé son trou dans le socle rocheux du Sillon de Bretagne, laissant des parois abruptes jusqu'à 32 m de haut. L'arbre artificiel devant culminer à 30 m de haut*, il n'aura pas gros d'horizon à embrasser sur trois côtés. Côté Loire pas mieux, avec le bloc massif de l'immeuble Cap44 au bardage bleu délavé sur une structure historique, de 1894, un des premiers exemples au monde de béton armé monolithique dans le bâtiment («procédé Hennebique», pour les N-bic addicts). Cette bâtisse de cinq étages s'élève à 25 m de haut et bouche copieusement toute vision. Pour les visiteurs grimpeurs de l'Arbre, les basses branches n'offriront qu'un regard contre-plongé sur les contreforts de la butte Sainte-Anne, et un aperçu dans les grandes largeurs de la façade de l'immeuble Cap44. À moins qu'on se foute du patrimoine et que cet ancêtre en béton armé soit désarmé et réduit en miettes.

Ce big projet de Luna park destiné à donner «une visibilité mondiale pour Nantes» offrira de fait une visibilité riquiqui aux visiteurs. On peut craindre une émeute des bas-du-tronc. L'arbre aux hérons est supposé «relier tous les fils de la construction de la métropole de demain: la nature en ville, la Loire retrouvée, la dimension économique, le tourisme, la culture». Pour la nature et la culture, c'est un peu exagéré: une structure métallique sur laquelle pousseront quelques plantes en culture hors sol. La Loire retrouvée mais sans la retrouver vraiment, cachée derrière un bloc en béton armé. Une parade: pourquoi pas un arbre complètement souterrain? L'arbre aux taupes, ça c'est du concept. ■

Jean-Marc Héron

* le dernier dossier de présentation le donne à 30 m (septembre 2016), les annonces antérieures le disaient à 40 m, Nantes passion parle de 35 m...



Le coup du lopin

À quoi sert le désert si c'est pas pour réduire ses impôts?

DES patrons nantais ont débrêché la tirelire de leur société pour acheter un terrain de 6,8 hectares dans le désert du Chihuahua au Texas, à Antelope Hill Road, à trois heures de route d'El Paso et quelques miles poussiéreux de la frontière mexicaine. Un confetti désertique, mais pour quoi faire? C'est un labo *in situ* d'art contemporain, terrain de jeu pour les apprentis artistes de Nantes, Houston et Genève. Un coin où James Dean a tourné son dernier film, et où, paraît-il les extraterrestres se manifestent sous forme de petites lumières entre les yuccas, les «Marfa lights»? Cela n'a pas fichu les chocottes à un artiste minimaliste, Donald Judd, qui s'y est implanté dès les années 1970, rachetant une ancienne base militaire, trois ranchs et une maison en ville pour présenter ses œuvres et celle d'autres artistes. Début 2016, huit patrons nantais ont donc craqué 117000 dollars pour un bout de désert qui sert de terrain de résidence et d'expérimentation à des étudiants des beaux-arts.

Un système vanté pour sa souplesse, plus facile à créer qu'une fondation. La louable œuvre de bienfaisance garde un fond de charité bien ordonnée, commençant par la défiscalisation de soi-même*. Parmi ces amateurs du donnant-donnant et du dégrèvement d'impôts, les promoteurs immobiliers Jean-Marie Nex, patron du Hangar à bananes, Christophe Desfossés, directeur associé chez Bati Nantes, l'installateur de déco de pharmacie Patrice Coupchoux**, l'architecte Anthony Rio, mais aussi un patron de resto, un agent immobilier, une galeriste, un opticien. Pour draguer des patrons yankees, un certain Ayrault Jean-Marc, ministre des affaires z'étranges et des déserts, a présenté l'affaire à New-York en septembre dernier. Le Texas, c'est d'un snob. Pourquoi courir à 8500 km, alors que Saint-Mars-du-Désert est là, disponible à toute résidence minimaliste, à vol d'oiseau à juste dix bornes de l'école des beaux-arts. ■

* Sur son site, l'école des Mines de Nantes vante son fonds de dotation, et parle cash: «Les clés du mécénat: devenir mécène et défiscaliser.»

** «Massacre à la choucrouteuse», Lulu n°68, avril 2010.



malgré des années de stages de préparation au diplôme de management du fisc-appeal, Daphné-Thaïs découvrirait que la résilience à temps partiel la desservait en permanence

Networkons dans le désert entre amis

C'EST un concept très, disons très... enfin bon, pas très cept. Mais l'énoncé est croustillant: «Des #afterworks déconnectés à #Nantes pour faire une vraie pause digitale en networkant et faire des rencontres autrement». L'asso Digital Détox Nantes s'adresse à la «communauté des digital breakers» avec ces hashtags partout et son networking dont on se demande comment il va se détacher de l'addiction

au Net. Pour les détails sur ce «meetup» ou on woerque après le work, retrouvez Digital Detox sur Facebook et Twitter, et l'«événement» sur son site afterworkdigitaldetox.fr. La cure de desintox du Net en networkant, c'est un défi. Sans les mains? Dès que j'ai le bon timing, promis, je vais networker dans le désert digital avec des amis du social network #Desintox connection. ■

Garde-foutre

Quessa peut foutre

Le jem'enfoutrisme ne passera pas. Lulu ne peut que se réjouir. Son honoré confrère Ouest-France ouvre enfin la voie à une vision décoincée de l'obs-cénité qu'il partage généreusement avec son lectorat partenaire et complice de tous les jours. Ce 30 janvier, le mot «foutre» s'étale en tête des pages nantaises entre guillemets certes, mais en gras, format 7 mm par 25. Le titre «On a le droit et le devoir de se foutre

la paix» présente une interview d'un toubib qui a commis un bouquin intitulé Foutez-vous la paix. Du verbe transitif banalisé évoquant la possession charnelle et ses affres, on passe vite à l'évocation d'un nom masculin sans pluriel, laiteux, gicleux et semenciel, outil de travail des acteurs pornographes de qualité, mais dont Ouest-France semble encore ne rien avoir à foutre. Y a des valeurs qui sperme. ■

vitu PÉRETations

BENJAMIN PÉRET - FUMIER DE LAPIN - N'A JAMAIS RIEN FAIT POUR NANTES ET SA RENOMMÉE



D'ABORD IL EST NÉ À REZÉ, COMME TOUT LE MONDE



QUAND IL AGONIT D'INJURES UN CURETON POUR L'ÉTERNITÉ, IL LE FAIT DEVANT PHOTOGRAPHE, À PLESTIN-LES-GRÈVES



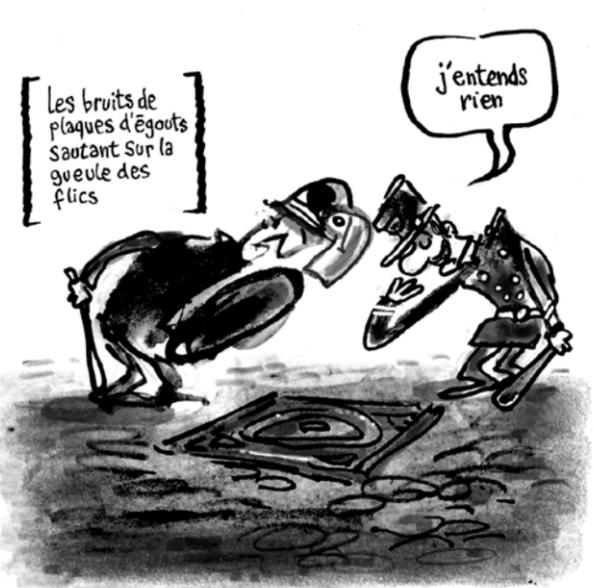
À NANTES, IL A JUSTE PROFANÉ UNE STATUE D'UN GALONNÉ D'EXTRÊME-DROITE MAIS ON A OUBLIÉ L'ÉPISODE.



EN NOVEMBRE 2016, QUELQUES HURUBERLUS ONT RENDU HOMMAGE AU BIASPHEME



PÉRET N'A JAMAIS AIMÉ LES UNIFORMES ET LES SOUTANES. ÇA LUI FAIT ÉCRIRE DE BELLES ENVOIÉES



NANTES POURRAIT FAIRE UN EFFORT MAIS QUOI? ÉRIGER UN MONUMENT?



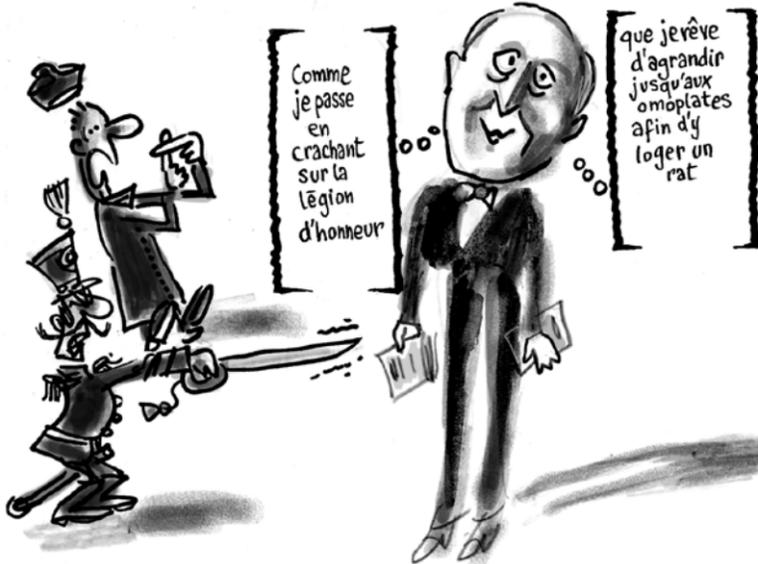
OU NOMMER UN BAHUT?



CRÉER UNE APPLI MOBILE...



L'UNIVERSITÉ PROPOSERAIT UN BACHELOR MASTERISABLE EN INJURE POÉTIQUE, COMME AIDE AU MANAGEMENT



MAIS ON NE PEUT PAS, CEGARS LÀ N'EST PAS D'ICI. INTERNATIONAliste SANS PATRIE. RÉVOLTE.



JE NE MANGE PAS DE CE PAIN-LÀ



[extraits de poèmes extraits de « Benjamin Péret l'astre noir du Surréalisme » de Barthélemy Schwartz, édition Libertalia, 2016.]

* titre du docu de Remy Ritordeau DVD Seven doc. 2016

Magnifique site pollué, voisins brailleurs, cherche gogos

Champ-de-Manœuvre: un projet prisonnier de son environnement et des basses œuvres de la com'.

C'EST une discrimination affligeante et une offense faite au genre humain fort dommageable: pour le projet d'urbanisme du Champ-de-Manœuvre à Carquefou, la belle consultation pour la coconstruction de zone d'aménagement concerté a oublié les principaux voisins: les détenus de la maison d'arrêt coconnexe. À côté, un riverain qui est, lui, bel et bien membre des ateliers de consultation proteste: les tours de dix et douze étages dont l'implantation était envisagée «côté prison sans fenêtres sur cette dernière» ont été déplacées sur le plan. «À quoi servent la consultation et les réunions publiques dans ce cas?» Aïe! La «démarche de participation innovante» a l'air de couaquer sévère. Nantes métropole précise que «la concertation a vocation à présenter et à échanger autour du projet et de ses intentions sans les figer dans le temps». Et sans tenir compte des avis des gens du coin, apparemment. Une habitante du secteur souligne d'ailleurs que «le bruit provoqué par la prison le soir et la nuit devrait éliminer la possibilité d'habiter le long de la prison». À toute heure, ça gueule pas mal, aux fenêtres des cellules. Pas de souci, Nantes métropole mène une étude acoustique pour minimiser l'impact sonore de la maison d'arrêt et promet un écran végétal épais de 20m pour tamiser les cris aux barreaux...

Champ de mise en œuvre

Champ-de-Manœuvre, nom de code commercial de l'opération immobilière «à l'horizon 2019-2032» récupère un terrain d'entraînement et champ de tir de bidasses depuis 1879 et y colle 1800 logements. Le hic, c'est que la construction de la prison a précédé ce projet en entamant un tiers du beau périmètre*, soit 19ha. Et pour vendre du logis de rêve au pied d'une taule, faut un peu jouer les contorsionnistes question communication. Dans une opération d'urbanisme qui vise à densifier la ville, séduire la chaland en lui vantant l'îlot nantais qui a la plus forte densité de bagnards au mètre carré n'est pas forcément le meilleur argument de vente. Le journal du projet de novembre 2016 vante «un site idéal pour expérimenter encore plus de nature en ville». Lire «plus», c'est comprendre moins: la zone boisée est à moitié ratiboisée pour ne laisser que des restes de trame de verdure. Sur les 50ha à aménager, «27 ha seront destinés aux îlots bâtis» comprenant les rues, accès et pourtours des immeubles un peu verdis grâce aux pots de géranium aux balcons. Comme «environnement naturel protégé», on fait mieux. Mais là non plus, «le quartier nature qui bétonne la moitié de son terrain» ne ferait pas formule magique créant du désir d'acquisition à taux variable et

de la convoitise d'indice de profitabilité croissante.

Terre non potable

Il est conseillé de faire l'impasse sur quelques lignes du rapport du commissaire enquêteur: «présence de pollutions dans les sols, les gaz du sol et les eaux: polluants organiques (HAP-HCT, [alias hydrocarbures aromatiques polycycliques et hydrocarbures totaux]) et présence d'arsenic dans la nappe souterraine au-delà du seuil réglementaire pour la distribution d'eau potable»**. On a aussi un cocktail de trichloréthylène, trichlorométhane et mercure en «anomalie modérée». Mais pour rassurer tout le monde, il est prévu un «diagnostic complémentaire pour vérifier l'acceptabilité sanitaire de l'exposition des populations à l'inhalation des vapeurs de trichloréthylène». Sympa de vérifier.

Pour la phase travaux, comme on est sur un ancien champ de tir, il

y a déjà eu des mesures de dépollution de vieilles munitions. Les fouilles archéologiques sur 10% de la surface ont trouvé un obus de mortier et des bombes au plâtre. Et il reste un «risque potentiel de découverte d'engins pyrotechniques sur les parcelles voisines de cet ancien terrain militaire»**, les artilleurs ayant eu la fâcheuse manie de tirer dans le tas et autour du tas.

C'était la modeste contribution de Lulu aux grandes causes de la promotion immobilière et de la critique balistique. ■

Johanno Ralant

* «Le chant de la manœuvre», Lulu n°86-87, novembre 2014.

** Rapport de l'enquête publique à la DUP du projet d'aménagement emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Nantes, à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau, à la cessibilité des immeubles nécessaires à la réalisation du projet, novembre 2016.



Boum

Construction horizontale

La croissance démographique nantaise intègre discrètement l'explosion du nombre de taulards.

BOOM sur l'immobilier pénitentiaire. Le nombre de taulards dans l'agglomération nantaise va augmenter de 26%. Faut dire que dans les tribunaux, les juges distribuent toujours plus de mois et d'années ferme et que le nombre de détenus en France est en progression constante. En octobre, la loi de l'offre et la demande a mené le dénommé Urvoas, ministre de la Justice socialo plus plus, à commander avant de partir 24 nouvelles taules en France soit 10100 places de plus. À l'occasion, Nantes écopera d'une nouvelle prison de 300 places, à construire à

Bouguenais.

On avait déjà le centre pénitentiaire jouxtant le cimetière Nantes Nord (464 places opérationnelles, 428 détenus début janvier*), la maison d'arrêt à Carquefou (570 places, 628 personnes incarcérées), le centre pour mineurs (55 places, 42 détenus) et un centre de semi-liberté de 36 places*. Et si la nouvelle prison se retrouve vite saturée, surpopulée comme les autres créées ces dernières années, faudra rouvrir de nouveaux horizonzons. ■

* Soit en tout 1134 détenus selon les statistiques de l'administration pénitentiaire au 1^{er} janvier 2017.

Prière d'insérer

La pleureuse plombe la résurrection

Fausse église romane copiée sept siècles après, Saint-Donatien est fermée depuis juin 2015, quand l'église a cramé, charpente en fumée, effondrement, voûtes en vrac. Pour retaper le local à prières de 1889, le chantier devait coûter 2,8M€. Un champignon anticlérical, la méréule pleureuse, engendrant sa maladie spécifique, la «pourriture cubique» sur le bois, a alourdi le devis. Aucun miracle n'est programmé. Dieu le pèse ne crachera pas au bassin. L'évêché va devoir forcer sur la quête, la facture est aujourd'hui estimée à 6M€, voire plus. Les voies de la reconstruction sont impénétrables. Tout laisser à l'état de ruine n'aurait rien coûté. Et le romantisme des ruines, les touristes adorent ça. ■



Fossile vous l'envelopper?

Portuaires, foi de charbonniers

Il est urgent de continuer à faire comme d'habitude. Avec le charbon et les autres fossiles, tout va gazer.

LA COP 21, les climatologues, les madames Soleil et les écolos logiques l'ont pourtant martelé: les énergies fossiles, faut les laisser dans le sol et arrêter les frais. Mais l'écho se perd avant d'arriver sur les quais. Toujours très lié au pétrole, au gaz et au charbon, le port de Nantes Saint-Nazaire s'en réjouit, tout en vantant sa «démarche d'écologie industrielle». C'est-à-dire mettre du terrain à disposition pour des projets autour de l'éolien. Du vent, quoi! Ça fait toujours bien de mettre en avant les énergies renouvelables en passant rapidement sur le fait que 70% de l'activité, volumes en tonnes et recettes, en euros, dépend des matières fossiles. Des gisements condamnés à terme mais que les forcenés veulent exploiter jusqu'à la dernière goutte. Une fuite en avant condamnée pour des raisons climatiques désormais évidentes, sauf pour quelques trumpeteurs, américains ou autres.

Le trafic de gaz naturel liquéfié passant par Montoir avait carrément dévissé, divisé par cinq, les Japonais payant le prix fort pour remplacer leur électricité nucléaire passée par quelques ennuis conjoncturels fukuyamatisés. Mais en 2016, alléluia, les atomes nippons virevoltent à nouveau et, miracle, le gaz qui n'intéresse plus trop les Japonais revient donc à Montoir. Youpee! «Ce gaz, c'est une opportunité. Le retour des énergies fossiles est un "aléa positif" qui nous fait espérer

le retour aux 30 millions de tonnes d'ici trois ans, dans une logique de croissance», note Francis Bertolotti, président du conseil de surveillance. Une bonne nouvelle strictement économique, donc. «Tout arrêter tout de suite serait la solution de facilité. Ces énergies ont encore légitimité à exister. Si l'industrie les utilise, on ne va pas les supprimer de notre côté, explique-t-il lors de la présentation du bilan du port en janvier. La transition énergétique, c'est mondial. La France est déjà bien placée. On ne va pas se passer du charbon tout de suite, malgré sa mauvaise cote niveau émission de CO₂». Passons sur sa diatribe sur les avantages du charbon, ses «très bons résultats» logistiques, en combustion, question maintenance... «Ici, le port prône la mutation en douceur, pas la rupture. Et on accompagne les énergies marines renouvelables.» Toujours ce vent porteur pour évacuer les questions qui fâchent. Et Pascal Viallard, représentant des opérateurs privés du port, de pousser ce cri du cœur: «La transition énergétique, c'est bien beau mais ne nous tirons pas une balle dans le pied. Surtout qu'on a la chance d'avoir les trois filières, gaz, charbon et pétrole! Ces trafics énergétiques ont permis le développement du port...» Donc respect pour le passé, tirons un trait sur l'avenir. Pour le futur, simple comme antérieur, on verra ça quand on aura eu la chance d'y parvenir. ■

Jannick Yadleau

Rapacité

L'escampette en low costard

«Le low-cost [50% du trafic à Nantes] ne prend pas le pas sur les compagnies traditionnelles», se réjouit le directeur de l'actuel aéroport Nantes Atlantique (20 Minutes, 29/03). Actuellement, Nantes passe pour un des aéroports provinciaux les moins chers de France. Info à rapprocher du dossier Vinci pour ND des Landes, où les taxes d'aéroport prévues augmenteraient de 40% en quelques années d'exploitation

de NDL. Les compagnies low cost, qui ont une allergie traditionnelle, structurelle, viscérale à ces taxes fuiraient un tarmac aussi peu discount. Comme un envol de ces saletés de gerfautes hors du charnier natal*. ■

* espèce de faucon des zones les plus septentrionales de l'hémisphère nord, le gerfaute (*Falco rusticolus*) a été rendu célèbre par un poème de Hérédia écrit en 1868 pour dégoûter de l'école les potaches et les amoureux des charniers.



Coût du sort

Marabouts de ficelle

L'envoyée spéciale de Lulu en médiumnie centrale a testé pour vous deux éminent maraboutiers

ILS s'appellent Abouba Blablar, maître Diams, professeur Moussa Razé, docteur Okibou, ou un truc du genre. Et ils sont très très forts. Capables de résoudre tout: problèmes de cœur, soucis de santé, mauvaise passe de bizness. Ils savent attirer la clientèle et la baraka, protéger des gros méchants ennemis, faire gagner à la loterie, réussir ses examens, retrouver du boulot, faire revenir son ex. Libido, fidélité, fertilité, cash flow, ils assurent partout.

Au-delà des promesses sur papier de flyer, j'ai testé pour vous deux de ces soi-disant grands voyants-mediums-guérisseurs officiant à Nantes... Contactés par téléphone, les deux marabouts, jeunes Guinéens habitant en résidence pour étudiants, me demandent 30 € pour exposer mon problème, une peine de cœur. Apparemment, c'est le tarif.

Une heure de séance à chaque fois. Je leur fournis une photo de l'être aimé, et son prénom qu'ils écrivent en arabe en prononçant des incantations en dialecte africain. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que je lis l'arabe. À l'envers, je repère les fautes de leur arabe de cuisine, ce qui les décrédibilise à mes yeux malgré tout le folklore et la mise en scène de leur pseudo-art, pénombre et bougies allumées où l'encens fumant sent vite la fumisterie.

Sans promettre de résultat, le professeur Diams exige que j'achète les racines d'un arbre, dont il ferait une poudre de perlimpinpin,

à dissoudre en décoction pour faire ma toilette. Mais il lui faut 160€ pour se faire envoyer la racine miracle de Guinée Conakry, seul endroit au monde où on en trouve. Je demande le nom de l'arbre, proposant d'en dégoter par mes propres moyens: le hic, c'est qu'une rapide recherche internet me montre que l'arbre en question n'existe pas et que le nom de sa racine magique est celui d'une équipe de foot guinéenne. Comme quoi, le bluff, c'est pas sorcier.

Sûr de lui, le second me réclame carrément 500€, me garantissant que «c'est sûr, ton mari va revenir la semaine prochaine». Ce qu'il ne sait pas, c'est que le mari en question devant d'abord décrocher un visa, il ne pourrait jamais débarquer aussi fissa, même avec la meilleure volonté du monde. À moins de bricoler une consultation bonheur en téléportation. On ne va pas leur jeter la pierre. Ils ne sont que des réfugiés économiques tentant de joindre les deux bouts en se bricolant marabouts. La magie ou la sorcellerie sont des croyances fortes en Afrique où la pharmacopée regorge de substances aux pouvoirs surprenants, même pour les gens les plus pragmatiques. Mais bon, des praticiens en chambre d'étudiant jurant de changer le cours du destin rien que par invocation spirituelle tout en palpant du bif', y a de quoi se méfier. La consulte avec incantation contre les pouvoirs du boniment, c'est combien? ■

Aya Gouaïch

Indic Bac de rétention

LE bac, tout le monde l'a, ou presque. C'est très mystérieux. Comme les journalistes ne comprennent rien à rien, l'académie leur explique tout grâce à des «indicateurs de valeur ajoutée des lycées» présentés début mars comme des «statistiques compliquées», assorties d'une analyse prémâchée, un «document explicatif des modalités d'exploitation de ces indicateurs», mais surtout d'une «convention» à renvoyer signée: chaque journaliste s'y engage à ne rien divulguer pendant quinze jours, avant la date nationale fixée par le ministère. La presse pratique régulièrement cet «embargo», entente avec une source de ne rendre publique une info qu'à une heure ou une date convenue à l'avance. Pratique basée sur la confiance, pas sur un contrat signé comme ici, assorti d'une menace de mise au ban pendant cinq ans pour les contrevenants. Cinq ans ferme. Même pas de sursis mise à l'épreuve comme le primo délinquant de base. Mais après tout, bac, ça veut bien dire brigade anticriminalité... ■

Foule métal jacket

Les hallus de Brutailleau

La vérité augmentée: le trop plein du Trocadéro.

LE «fait alternatif» cher à Trump devient contagieux. Mais quoi, il faut bien s'arranger avec la vérité. Le 5 mars, en plein orgasme communautariste place du Trocadéro, Bruno Retailleau lâche dans un tweet enflammé le chiffre de «plus de 200 000» filonistes assemblés sur l'esplanade. L'éjaculation précoce de l'ex-cavalier du Puy du Fou fait bien rigoler les réseaux sociaux. Deux heures plus tard, surenchère. Sur BFMTV, l'ex-poulain de l'agité du bocage vendéen n'en peut plus, réestimant la foule présente à «près de 300 000 personnes». Problème: la capacité maximale de l'esplanade est estimée entre 45 000 et 50 000 personnes, rues adjacentes comprises.

Au fil des semaines, sur les plateaux télé et les radios, le plus fidèle apôtre de Sourcils-Broussaille a inlassablement dénoncé «les pseudo-révélation mensongères du Canard enchaîné» sur l'affaire Pénélope-gate. En jonglant avec la gonflette trocadéro-tée, Brutailleau prend des risques. Si on se met à multiplier à chaque fois les premiers chiffres en ajoutant des zéros, ça va coûter la peau du cul à Pénélope. Après la réalité augmentée, la fortune retaillée... ■

Indescriptible

Vive l'indépendaison de la presse

À Indre, le correspondant local ne correspond pas à la propagande locale.

DANS le canard municipal d'Indre, la tribune de la majorité glisse d'une autoglorification dans le registre fiscal à un joyeux appel à délation ciblée. Invoquant «l'indépendance de la presse, bien souvent aux mains de grandes fortunes» mais exonérant Ouest-France d'une telle vilénie, ce genre d'édition du maire attaque bile en tête le représentant local: «Depuis quelques mois son correspondant n'est plus du tout indépendant puisque c'est un proche de l'opposition. Vous l'avez sans doute lu, il se serre [sic] du quotidien comme d'une tribune politique.» Défendre l'indépendance de la presse en demandant à virer un journaliste, c'est original. Après avoir prié le journal de révoquer le malfaisant, sans résultat, le maire suggère à ses admi-

nistrés de se plaindre direct au responsable des correspondants du journal à Rennes en donnant adresse de courriel et bigophone. Serge David, le maire d'Indre, s'est déjà rendu célèbre par ses milices de carrefour interdisant le passage de la frontière communale aux Roms*. Bien trop flou, son appel ne précise pas le régime à appliquer à ce faux-jeton de correspondant pas assez neutre: le «neutraliser» comme le dit l'euphémisme militaire, le faire monter de force dans le premier train plombé qui passe (quelqu'un a les horaires?), lui faire les gros yeux (très dur à supporter), exiger un bannissement un jour sur deux, une pendaison les jours impairs?... ■

* «Les guet-lurons chassent l'intrus», Lulu n°89, juillet 2015.

Pinocchio boutiquier

La ruine assurée va bien, merci

Banqueroutés mais pas trop, les commerçants ont bouclé une année 2016 en bénéf'..

OH les gros menteurs! On avait beaucoup compassionné avec les boutiquiers pleurant à chaudes larmes, parce que les manifs du printemps les avaient odieusement sinistrés. Entre deux sanglots, on entendait les mots chiffre d'affaires, ruine, banqueroute. C'était la Bérésina assurée, l'accablement, la débîne, la dégringolade. Dèche immédiate, dépérissement carabiné. Ces tenanciers condamnés à une vie en haillons et dans de beaux draps, l'infortune et la mistoufle leur tombant sur le paletot, les pommes de terre dès le 10 du mois. Ils oubliaient de mentionner que les assurances ont couvert leurs risques. Et quand il a fallu monter des dossiers de demande d'aide à l'État, plus aucun ne pouvait prouver ses pertes abyssales*. Les sinistrés à 80% ne pouvaient pas se faire recon-

naître 30% de pertes. Et finalement, pour leur bilan de 2016, les commerçants sont bien obligés d'avouer. Leur année prétendument sinistrée a été bénéfique, leur bizness en hausse de 2,2% vis-à-vis de 2015 (qui était déjà en bonus par rapport à 2014)**. Prétendant les lacrymos, les boutiquiers ont beaucoup pleurniché. Le nez sur leurs comptes, ils ont séché leur larmes. Et pour le prix des commerçants*** à l'hippodrome de Nantes le 23 novembre, le canasson qui a gagné s'appelle «Bifton». Un signe qui ne trompe pas. ■

* «Des comptes à régler», Lulu n°94-95, décembre 2016.

** Ouest-France, 27 janvier 2017.

*** D'accord c'est le prix des commerçants du bourg d'Orvault, mais quand même... Un peu de mauvaise foi ne peut pas nuire dans ce monde de marges brutes.

Qui ça?



Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Aya Gouaïch, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Ray Clid, S.G., Benjamin Péret, Nicolas de La Casinière, Pich, Yas, Sophie Nasri.

Directeur de publication: Nicolas de La Casinière. N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom: chèque à l'ordre de
Prénom: La Lettre à Leuleu
Adresse: 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
ligne via notre site (ci-
dessus) et via Paypal.